



Berlin Eco

NUMERO 22

© DG Trésor

15 juillet 2020

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Selon une étude de l'[ifo](#), **la crise Covid-19 entraîne une baisse de 9,1 % du revenu réel de l'Allemagne**. L'étude démontre également que les différents Länder et secteurs du pays sont impactés de manière très hétérogène par la crise. L'ifo argumente en outre qu'une « dé-mondialisation » en réaction à la pandémie aggraverait la chute du PIB en dépit d'une contraction plus limitée du revenu réel (-7,4 %).

L'industrie allemande s'attend à une légère hausse de sa production sur les trois prochains mois, selon l'[ifo](#). L'indice de production industrielle de l'institut atteint +4,3 points en juin 2020, après -19,5 points en mai. Les attentes se sont fortement améliorées dans les secteurs de l'automobile, des boissons, des matières plastiques et du textile. Les secteurs de l'alimentation, de l'ameublement, pharmaceutique et chimique prévoient également d'augmenter leur production. Les perspectives restent en revanche médiocres dans l'industrie mécanique.

Pour le mois de juin, Destatis chiffre la variation de l'indice des prix à la consommation à +0,9 % par rapport à mai 2019 (+0,6 % par rapport à mai 2020). La chute du prix de l'énergie ralentit (-6,2 %, après -8,5 % en mai), tandis que l'inflation reste soutenue pour l'alimentation (+4,4 % après +4,2 % en mai). Hors énergie, les prix à la consommation affichent une évolution de +1,6 %.

[Destatis](#) annonce également que **les exportations ont augmenté de 9,0 % et les importations de 3,5 % en mai 2020 par rapport au mois précédent** (respectivement -29,7 % et -21,7 % en comparaison annuelle). L'excédent courant s'établit à 6,5 Md€, contre 13,3 Md€ en mai 2019 (excédent commercial : 7,1 Md€, contre 20,7 Md€ en mai 2019).

Selon une [étude](#) de l'IW Köln, **13 % de la valeur exportée par l'industrie allemande concerne des pays à « haut risque »** (i.e. activité épidémiologique élevée et en hausse du Covid-19 sur les deux premières semaines de juin). Ce taux était de près de 50 % début avril. Les auteurs estiment en outre que plus de la moitié des marchés importants des biens industriels allemands se contracteront de plus de 6 % cette année, et concluent que « **l'environnement macroéconomique pour les exportations allemandes s'est énormément dégradé avec la pandémie** ».

Selon le [sondage conjoncturel](#) de juin de l'IW Köln, **12 % des entreprises interrogées prévoient des restrictions de production en 2020 et 2021 dues à des problèmes d'approvisionnement en produits intermédiaires issus de l'étranger** (contre 27 % mi-mars) et 9 % en raison de difficultés d'approvisionnement domestiques (contre 18 % mi-mars).

D'après la [fondation Bertelsmann](#), **le rachat par quelques grands groupes de PME affaiblies suite à la crise Covid-19 pourrait significativement entraver l'environnement concurrentiel allemand**.



Selon les estimations de l'étude, une hausse de 1 % de la concentration de marché entraînerait une baisse de 1,7 % des investissements en innovation des entreprises.

POLITIQUE BUDGETAIRE

Dans son [rapport budgétaire annuel](#), le ministère fédéral du Travail et des Affaires Sociales chiffre les dépenses sociales de l'Etat (toutes APU) en 2019 à 1 040,3 Md€, soit 30,3 % du PIB. Il s'agit d'une hausse de 4,5 % par rapport à 2018, tandis que le PIB nominal n'a crû que de 2,7 %.

L'institut [ifo](#) qualifie de « limité » l'impact du programme conjoncturel décidé par le gouvernement fédéral : l'effet positif sur la croissance en 2020 serait de 30 Md€ pour un coût de 88 Md€. S'il juge la baisse temporaire de la TVA trop coûteuse et peu efficace, il salue en revanche les projets d'investissements publics dans les technologies d'avenir, l'infrastructure et la protection climatique. L'institut conclut que l'efficacité des mesures conjoncturelles prévues dépendra *in fine* surtout du rétablissement de la demande extérieure et de l'évolution de la pandémie.

Dans un [papier](#) de l'institut IMK et d'Achim Truger (Conseil allemand d'experts économiques), la baisse de la TVA est également qualifiée de peu adaptée en raison de son faible effet multiplicateur sur la croissance. Les auteurs approuvent la hausse des investissements publics, mais soulignent le soutien trop faible aux communes dont les pertes nettes sont estimées à 60 Md€ d'ici 2024. Ils préconisent un prolongement « aussi longtemps que nécessaire » de la clause exceptionnelle du frein à la dette pour ne pas handicaper les investissements et se prononcent en faveur d'une réforme de la règle budgétaire à moyen-terme.

POLITIQUES SOCIALES

L'emploi dans l'industrie manufacturière (y compris personnes au chômage partiel) a reculé de 2,1 % en mai 2020 en glissement annuel, après un recul de 1,8 % en avril.

D'après Destatis, en 2019, parmi les personnes âgées de 18 à 64 ans, 68 % des femmes et 80 % des hommes vivaient principalement de leur [activité professionnelle](#) (contre 52 % des femmes et 74 % des hommes en 2000). 18 % des femmes et 6 % des hommes étaient essentiellement dépendants des revenus de leur famille (contre 29 % des femmes et 6 % des hommes en 2000).

Au 10 juillet 2020, le nombre de **demandes d'aides Covid-19 aux étudiants** atteignait 110 000. Cette aide non remboursable, exigible depuis le 16 juin, permet aux étudiants (boursiers ou non) en grande difficulté en raison du Covid-19 de recevoir une aide comprise entre 100 et 500 € par mois.

Selon une enquête de la fondation Hans-Böckler, 26 % des personnes interrogées ont déclaré, en juin, que la crise du Covid-19 avait eu des répercussions négatives sur leur [revenu](#) (contre 20 % en avril). La part atteint 40 % parmi les ménages dont le revenu ne dépasse pas 1 500 € alors qu'ils constituent le groupe craignant le plus de perdre son emploi (19 %).

Selon le panel socio-économique (SOEP) réactualisé du [DIW](#), le pourcent de la population le plus riche possède **35,3 % des actifs** (contre 21,6 % avant la mise à jour). Les 10 % les plus riches cumulent plus de deux tiers des actifs (contre 59 % avant la mise à jour).

Selon une étude de l'[IW Köln](#), un couple sans enfant appartient à la tranche des 10 % les plus riches à partir de 5 294 € de revenus mensuels nets (3 529 € pour un célibataire).

D'après un sondage mené par le [DIW](#), environ **60 % des indépendants se plaignent de pertes de revenus** partielles voire totales, contre environ 15 % des salariés. Environ la moitié des travailleurs indépendants touchés par la crise ne disposent que de réserves de liquidités de trois mois maximum.



Une étude de l'[IW Köln](#) indique que les circonscriptions les plus industrialisées ont connu une plus faible hausse annuelle du chômage en point de pourcentage (juin 2019-2020) que les circonscriptions qui présentent les plus forts taux d'emploi dans le secteur des services. L'institut constate un plus large recours au chômage partiel dans les 50 circonscriptions les plus industrialisées (23,8 % de taux de chômage partiel estimé par l'institut) que dans les 50 circonscriptions accueillant le plus d'emplois du secteur des services (18,3 %) et insiste ainsi sur l' « **effet stabilisateur du chômage partiel** ».

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

En réponse à une question du groupe parlementaire FDP, la secrétaire d'Etat Sarah Ryglewski (SPD) du ministère fédéral des Finances confirme la constitution prochaine d'un bureau de cinq personnes chargé de la mise en place d'une **taxe sur les transactions financières**.

La Commission européenne a donné son accord le 8 juillet au lancement du **fonds de stabilisation économique** doté de 600 Md€ (*WSF*) comprenant des mesures de recapitalisation (100 Md€), de refinancement de la KfW (100 Md€) et de garantie aux crédits ou émissions de dettes d'entreprises.

REGULATION FINANCIERE

La commission de stabilité financière (*AFS*) a présenté son **7^{ème} rapport sur la stabilité financière** en Allemagne rédigé fin mars, dans lequel elle estimait que le secteur financier allemand était en mesure de résister à la crise économique. Elle considère aujourd'hui que l'effet de très probables vagues de faillites d'entreprises au 2nd semestre 2020 est difficile à évaluer. Elle demande, par ailleurs, la mise en place d'une régulation européenne pour les crypto-actifs et signale, comme les années précédentes, la situation critique des assureurs-vie.

BANQUES ET ASSURANCES

En ce début de présidence allemande du conseil de l'UE, la **fédération bancaire allemande**, *BdB*, rappelle son soutien à une plus forte intégration européenne et à la mise en œuvre d'un plan de relance européen. Elle réclame notamment un marché unique pour le secteur financier. Le rôle de la fédération pendant la présidence allemande pourrait cependant être affaibli par l'annonce soudaine de la démission du PDG de Commerzbank, Martin Zielke, également président de la fédération. Il pourrait demeurer à la tête du BdB jusqu'à fin 2020 en théorie. Aucun successeur n'est pressenti.

En 2018, près de 50 000 employeurs ont cotisé pour 680 000 employés dans un **système de retraite complémentaire d'entreprise** (fonds de pension, caisse de pension ou « assurance directe »), en faisant appel à une aide de l'Etat prévue par la loi sur le renforcement de la retraite complémentaire d'entreprise (*BRSG*). Entrée en vigueur en 2018, cette loi vise les employés ayant un faible salaire (salaire brut inférieur à 2 200 €/mois). L'aide de l'Etat, comprise entre 72 et 144 €/an/salarié, correspond à 30 % du montant versé par l'employeur. Le volume total de l'aide atteignait 67 M€ en 2018.

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Économique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter : @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Antoine Guilleman, Lucie Petit et Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 15 juillet 2020